

# **Roumanie en révolte • les dernières infos : Dixième jour consécutif de manifestations Place Victoriei**

[Courrier des Balkans](#) | vendredi 10 février 2017

**La colère gronde en Roumanie. Chaque soir, ils sont plus nombreux à manifester contre les ordonnances gouvernementales qui modifient le Code pénal afin de blanchir les politiciens condamnés ou poursuivis pour corruption. Jamais le pays n'avait connu une telle mobilisation depuis 1989, mais le gouvernement et le Parti social-démocrate (PSD) de Liviu Dragnea restent (pour le moment) intransigeants. Retrouvez notre fil d'actu.**

## **Dixième jour consécutif de manifestations Place Victoriei**

**10 février — 08h37** : Hier soir, ils étaient encore 5 000 rassemblés sur la Place Victoriei à Bucarest, face au siège du gouvernement, à demander la démission du gouvernement Grindeanu. Outre les chants habituels, on a pu lire sur une gigantesque bannière déployée : « Nous respectons le résultat du vote, nous voulons juste un autre gouvernement, propre et compétent. » La manifestation a pris fin vers minuit.

La contre-manifestation en soutien au gouvernement devant le Palais de Cotroceni, résidence présidentielle, entamait quant à elle son cinquième jour. 400 personnes étaient présentes, demandant la démission du président Iohannis. La manifestation a pris fin à 21h.

## **Démission du ministre de la Justice Florin Iordache**

**9 février — 15h56** : « Comme vous avez pu le voir, toutes les initiatives que j'ai assumées sont légales et constitutionnelles. Les projets proposés ont été publiquement débattus et maintenant ils sont en débat parlementaire. Malgré cela, ce n'était pas assez pour l'opinion publique, raison pour laquelle j'ai décidé de démissionner de la fonction de ministre de la Justice », a-t-il déclaré.

Florin Iordache redevient simple parlementaire (PSD) à la chambre des députés. Cette démission était attendue depuis plusieurs jours, après que le Premier ministre Sorin Grindeanu (PSD) a déclaré dimanche dernier que Florin Iordache « assumera la responsabilité qui est la sienne ». On ne sait pas encore par qui il sera remplacé.



**Le Premier ministre Sorin Grindeanu. D.R.**

## **La motion de censure contre le gouvernement rejetée par le Parlement**

**8 février — 15h32** : La motion de censure gouvernementale initiée par le Parti national-libéral (PNL) et suivie par l'Union Sauvez la Roumanie (USR) et le Parti du mouvement populaire (PMP) a été rejetée par le Parlement dominé par la coalition entre le Parti social-démocrate (PSD) et l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE). Le Premier ministre Sorin Grindeanu (PSD), qui s'est exprimé ce matin pendant le débat parlementaire autour de cette motion de censure, a déclaré : « J'ai entièrement compris toute l'émotion et la contrariété que l'ordonnance d'urgence a soulevées. Une part importante de ce pays nous a fait savoir démocratiquement qu'elle n'identifiait pas le bien commun dans cette ordonnance. Je promets qu'à partir de maintenant, ce gouvernement sera exclusivement un gouvernement pour le dialogue et la consultation publique. »

## **La Cour constitutionnelle rejette les saisies pour « conflit entre les pouvoirs »**

**8 février — 14h38** : La Cour constitutionnelle (CCR) a rejeté aujourd'hui les saisies du président Iohannis et du Conseil Suprême de la Magistrature pour « conflit entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ». « Le gouvernement a agi légalement dans sa sphère de compétences en promulguant l'ordonnance. La Cour n'est pas compétente pour statuer de l'urgence et de l'opportunité des ordonnance », a déclaré la CCR.

Il reste la saisie de l'Avocat du peuple, qui a trait à l'« exception d'inconstitutionnalité ».

## **Les contre-manifestations en soutien au gouvernement grandissent**

**7 février — 18h08** : Les abords du Palais Cotroceni ne désemplissent plus. Une foule de plusieurs centaines de personnes campe désormais chaque jour devant la résidence présidentielle, appelant à la démission de Klaus Iohannis. Plusieurs sources médiatiques font état d'arrivées dans la capitale de partisans du PSD d'autres villes et villages, par bus et par voiture.

## Les parlementaires PSD-ALDE quittent l'Assemblée pendant le discours du président Iohannis

**7 février — 15h00** : Cet après-midi, le président Klaus Iohannis s'est exprimé devant le Parlement. Il a notamment déclaré, en réponse aux accusations de Liviu Dragnea (président du PSD et de l'Assemblée nationale) et Călin Popescu-Tăriceanu (président de l'ALDE et du Sénat) selon lesquelles il voudrait annuler le résultat des élections de décembre : « Non, faux, vous avez gagné, maintenant vous gouvernez et légiférez, mais pas n'importe comment. La Roumanie a besoin d'un gouvernement fort, pas un qui exécute timidement les ordres du Parti (PSD). Le pays a besoin d'un gouvernement qui travaille dans la transparence, à la lumière du jour, pas la nuit en cachette. »

C'est après cette phrase que l'ensemble des députés de la majorité PSD-ALDE ont commencé à quitter bruyamment la salle, sur quoi Klaus Iohannis a répondu « Vous êtes déjà fatigués ? Dommage. »

## La Place Victoriei se remplit de manifestants à nouveau

**6 février — 17h28** : L'abrogation de l'ordonnance d'urgence a-t-elle suffi à calmer les Roumains ? Plusieurs centaines ont déjà pris le chemin du siège du gouvernement, à Bucarest. Le mot d'ordre est désormais la démission du gouvernement issu de la majorité qui a gagné les élections de décembre. L'affluence des rassemblements ce soir sera déterminante pour la suite des événements politiques.



Photo : Dan Mihai Balanescu

## Nouvelles manifestations record après l'abrogation de l'ordonnance

**5 février — 22h** : L'abrogation de l'ordonnance d'urgence n'a pas dissuadé les Roumains de manifester, comme ils l'avaient prévu, ce dimanche soir devant le siège du gouvernement à Bucarest, dans des dizaines de villes grandes, moyennes et petites du pays et plusieurs capitales européennes. Les médias roumains estiment à 600 000 le nombre total de manifestants.

À Bucarest ils étaient 300 000 sur la place Victoriei. À 21h, les manifestants ont allumé la lumière de leurs téléphones, après quoi l'hymne nationale roumaine a été chantée. Quant aux slogans, on pouvait entendre « Voleurs », « Démission » et « PSD, peste rouge ». ([vidéo](#))

Plus tôt cet après-midi, environ 500 personnes, principalement des retraités, se sont rassemblés devant le

palais présidentiel à Cotroceni pour une contre-manifestation en soutien au gouvernement PSD-ALDE.

## Le gouvernement a abrogé l'ordonnance d'urgence 13/2017

**5 février — 15h30** : Lors d'un conseil des ministres convoqué en urgence ce dimanche 5 février par le Premier ministre Sorin Grindeanu, le gouvernement a abrogé l'ordonnance d'urgence de modification du Code pénal et du Code de procédure pénale.

À l'ordre du jour figurait également l'« approbation de la déclassification des transcriptions des débats tenus dans les conseils des ministres entre le 18/05/2016 et le 31/01/2017 », en réponse aux demandes de la Direction Nationale Anti-corruption (DNA) qui a ouvert une enquête sur les origines de l'élaboration des projets d'ordonnance d'urgence de « grâce de certaines personnes condamnées » et de modification du Code pénal et du Code de procédure pénale.



## Le gouvernement va abroger l'ordonnance

**4 février — 22h00** : Le Premier ministre Sorin Grindeanu a annoncé que le gouvernement se réunirait en urgence dimanche 5 février pour abroger l'ordonnance d'urgence de modification du Code pénal et du Code de procédure pénale. Comme pour l'ordonnance de grâce, le texte sera transféré au Parlement pour en faire un projet de loi. Le PSD, qui a gagné les élections législatives de décembre 2016, contrôle les deux chambres du Parlement. « Je n'accepte pas de voir notre pays divisé. La Roumanie ne peut pas être cassée en deux », a-t-il déclaré.

Ce samedi soir, encore plus de 300 000 personnes ont manifesté à travers la Roumanie et dans certaines capitales européennes.

## Liviu Dragna envisage une abrogation de l'ordonnance

**4 février — 15h00** : « Je vais proposer une solution pour sortir du conflit en rapport à l'ordonnance d'urgence. Peut-être pouvons-nous même parler d'abrogation de l'ordonnance, si le Premier ministre accepte », a déclaré le président du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, ajoutant qu'il espère que « cela persuadera nos membres et sympathisants de ne pas descendre dans la rue et de surmonter les tensions ».

## **La Cour constitutionnelle (CCR) va essayer de statuer avant le 10 février**

**4 février — 12h00** : Valer Dorneanu, le président du CCR, a déclaré que la Cour ferait au plus vite pour rendre ses avis avant la fin du délai de 10 jours pendant lequel l'ordonnance d'urgence de modification du Code pénal n'est pas encore en application.

Le CCR a trois dossiers de saisie à analyser : celle du président Iohannis, celle du Conseil Suprême de la Magistrature et celle de l'Avocat du Peuple Victor Ciorbea.



« Noaptea ca hotii » : « de nuit, comme des voleurs », projeté sur la façade d'un immeuble de la Place Victoriei.

## **300 000 Roumains dans les rues du pays vendredi soir**

**3 février — 23h00** : Les médias roumains estiment à 300 000 le nombre de manifestants dans l'ensemble des villes de Roumanie, dont 150 000 à Bucarest.

Cluj - 40.000, Sibiu - 20.000, Timișoara - 25.000, Piatra Neamț - 1.000, Deva - 2.200, Galați - 8.000, Craiova - 5.000, Bacău - 2.000, Brașov - 12.000, Oradea - 5.000, Alba Iulia - 3.500, Cluj Napoca - 35.000, Baia Mare - 5.000, Sibiu - 18.000, Timișoara - 25.000, Arad - 2.500, Iași - 10.000, Oradea - 5.000, Pitești - 1.500, Mediaș - 2.000, Constanța - 12.000, Bistrița - 5.000, Târgu Mureș - 1.000.

On a aussi des manifestations contre l'ordonnance 13/2017 à Londres et Berlin.

## **Le Patriarcat de Roumanie sort de sa neutralité**

**3 février — 14h00** : « Même si l'Église est neutre politiquement, elle n'est pas socialement indifférente. Nous accusons réception de l'orientation et du grand souhait du peuple qui sont : la justice sociale, la diminution de la pauvreté et l'élévation du niveau de vie. Dans ce sens, le combat anti-corruption doit être poursuivi et ceux qui sont jugés coupables doivent être sanctionnés, parce que le vol dégrade la société moralement et matériellement. »

## **L'Avocat du peuple attaque l'ordonnance devant la Cour constitutionnelle**

**3 février — 11h00** : Victor Ciorbea a encore une fois changé son fusil d'épaule. Il a annoncé qu'il

déposait une exception d'inconstitutionnalité à la Cour constitutionnelle pour l'ordonnance 13/2017 qui modifie le Code pénal.

Jeudi soir, la Haute cour de cassation et de justice a envoyé au médiateur une lettre relatant plusieurs violations de la Constitution, lui demandant de saisir la CCR.



**La Place Victoriei se remplit à nouveau jeudi 2 février. Photo : Bogdan Buda**

## **Nouveaux rassemblements dans tous le pays**

**2 février — 21h30** : 200 000 manifestants au moins protestent ce soir dans les rues des différentes villes du pays. Bucarest : 80 000, Cluj : 30 000, Craiova : 10 000, Pitești : 3 000, Timișoara : 15 000, Constanța : 7 500, Sibiu : 12 000, Brasov : 8 000, Alba Iulia : 3 000, Bacău : 2 500 Suceava : 2 500, Deva : 1 200, Brăila : 100, Buzău : 100, Baia Mare : 3 000, Arad : 2 500, Târgu Jiu : 180...

## **Liviu Dragnea dénonce une « campagne de mensonge et de désinformation »**

**2 février — 18h** : Le président du PSD Liviu Dragnea a réuni les dirigeants du parti pour discuter de la crise politique actuelle. La conférence de presse qui a suivi est sa première déclaration publique depuis l'adoption de l'[ordonnance d'urgence dans la nuit de mardi à mercredi](#). Le Premier ministre Sorin Grindeanu à ses côtés, il a rappelé la large victoire de son parti aux élections de décembre, il a réitéré son soutien au gouvernement, répétant que l'ordonnance ne serait pas abrogée, et il a déclaré que les manifestations populaires étaient le fruit d'une « campagne de mensonge et de désinformation ».

## **Vague de démissions au sein du PSD**

**2 février — 17h45** : Le ministre de l'Environnement des affaires a claqué la porte du gouvernement et l'ancien secrétaire d'État pour les Fonds européens Ciprian Necula (dans le gouvernement de Victor Ponta), ont démissionné du PSD. Pour sa part, le ministre de la Justice Florin Iordache, a délégué, pour les sept prochains jours, son droit de signature à son secrétaire d'État Constantin Sima.